

Allocution prononcée devant
le Conseil des gouverneurs



Rodrigo de Rato y Figaredo

*Directeur général
Fonds monétaire international*

Assemblée annuelle

Washington, D.C.
3 octobre 2004

**Allocution prononcée par
M. Rodrigo de Rato
Directeur général et Président du Conseil d'administration du FMI
devant le Conseil des gouverneurs du FMI
3 octobre 2004**

1. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames et Messieurs, c'est avec plaisir que je vous accueille à cette Assemblée annuelle au nom du Fonds monétaire international. Permettez-moi d'abord d'exprimer la reconnaissance du FMI à M. Horst Köhler — Monsieur le Président Köhler, aujourd'hui — pour la manière dont il a dirigé notre institution au cours des quatre dernières années. Permettez-moi aussi de rendre hommage à Mme Anne Krueger, qui a assumé les fonctions de Directrice générale par intérim durant la période de transition. Je tiens, enfin, à remercier personnellement les Directeurs généraux adjoints du FMI pour l'aide et les conseils qu'ils m'ont prodigués depuis ma nomination, ainsi que Jim Wolfensohn pour l'accueil chaleureux qu'il m'a réservé et l'esprit de coopération dont il a fait preuve à mon égard.
2. Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, je suis très honoré d'avoir été choisi pour diriger une institution, chargée d'une mission aussi cruciale, qui œuvre depuis soixante ans pour le bien-être de tous. Le rôle et le mandat de cette institution, bien définis par ses fondateurs, ont résisté à l'épreuve du temps. L'économie mondiale a connu bien sûr de profonds changements depuis 1944, mais avons toujours su nous y adapter. La décennie écoulée a été particulièrement éprouvante pour le FMI, mais notre institution en est sortie plus forte, car elle a su en tirer les enseignements en adaptant ses instruments — la surveillance, les prêts et l'assistance technique. Depuis

toujours, donc, le FMI adapte ses méthodes à l'évolution de l'économie mondiale, afin de répondre aux besoins des pays membres. J'ai bien l'intention de perpétuer cette tradition.

3. Durant mes premiers mois au FMI, je me suis appliqué à écouter. Mes visites en Afrique, en Asie et en Amérique latine m'ont permis de mieux connaître les priorités économiques des gouvernements locaux. Je me suis informé aussi en participant aux débats sur l'orientation stratégique du FMI, aiguillonnés par le 60^e anniversaire de l'accord de Bretton Woods. Ces discussions, ainsi que les excellents travaux du Bureau indépendant d'évaluation, sont essentielles si l'on veut que le FMI reste efficace. Vous aurez remarqué, au demeurant, que mon rapport au CMFI s'en inspire.

Étayer la reprise économique

4. Je voudrais d'abord vous faire part de quelques réflexions sur la reprise de l'activité économique mondiale et sur ce qu'il faut faire pour la prolonger. Durant l'année écoulée, cette reprise est apparue de mieux en mieux établie. La croissance du PIB mondial devrait atteindre cette année son plus haut niveau depuis près de trente ans. Sur les marchés financiers, la plupart des pays ont bien géré l'amorce d'une transition vers des taux d'intérêt plus élevés. Autrement dit, l'économie mondiale a opéré une vigoureuse reprise après le ralentissement de 2001 — un résultat remarquable si l'on se souvient des chocs des dernières années. Cette solidité de l'économie tient en partie aux mesures prises après les crises des années 90 pour améliorer les politiques économiques conduites et renforcer l'architecture financière internationale. Pour

partie aussi, elle est à mettre à votre crédit et à celui de vos pays, et nous devons aussi être fiers de la contribution qu'on apportée le FMI et la Banque mondiale. S'agissant de l'avenir, les pays membres peuvent faire beaucoup pour entretenir la reprise et, de ce fait, le FMI peut faire beaucoup, lui aussi, pour les guider dans la bonne direction.

5. Je ferai trois remarques à ce sujet. Premièrement, les responsables de la politique économique doivent suivre attentivement les effets à court terme de la hausse des cours du pétrole sur leur économie et être prêts à agir en conséquence. À ce jour, les répercussions de cette hausse sur la production et l'inflation semblent modestes dans un grand nombre de pays membres. Pour autant, le renchérissement du pétrole pénalise particulièrement les pays pauvres, en réduisant notamment leur capacité de financer d'autres importations vitales; le FMI est prêt à les aider à surmonter cet obstacle.
6. Deuxièmement, la nécessité d'assurer une transition ordonnée vers des taux d'intérêt plus élevés reste d'actualité. Les banques centrales doivent poursuivre, par des initiatives opportunes, la transition vers des politiques monétaires neutres. Elles doivent aussi communiquer clairement leurs intentions aux marchés financiers, afin de les aider à s'adapter plus facilement à leurs décisions. Naturellement, le rythme optimal et le calendrier souhaitables du resserrement monétaire varient d'un pays à l'autre, selon leur position dans le cycle et la mesure dans laquelle les cours du pétrole contribuent aux pressions inflationnistes.

Corriger les déséquilibres mondiaux

7. Troisièmement, nous devons aussi continuer de prendre des mesures pour faciliter un rééquilibrage ordonné des balances courantes. Il s'agit là d'un problème mondial, qui exige un effort de la part d'un grand nombre de pays.
 - Aux États-Unis, la Réserve fédérale a commencé à prendre, cette année, des mesures bienvenues en réponse aux signes de reprise de l'expansion économique. Il faut maintenant que la politique budgétaire prenne le relais en se donnant pour objectif une réduction plus ambitieuse du déficit à moyen terme.
 - Les pays européens devraient profiter de la reprise pour engager des réformes structurelles. Lors de la dernière phase d'expansion, ils n'avaient pas saisi cette occasion pour stimuler la croissance à moyen terme.
 - J'espère que les progrès réguliers accomplis par le Japon pour remédier aux faiblesses du secteur financier et des entreprises stimuleront durablement sa croissance et, partant, contribueront au rééquilibrage des balances courantes à l'échelle mondiale.
 - Enfin, le passage à des taux de change plus flexible dans les pays émergents d'Asie aura des effets positifs au plan tant multilatéral que national : en plus de corriger en partie les déséquilibres mondiaux, il aidera en effet les pays de la région à mieux résister aux chocs extérieurs.

Renforcer la croissance à moyen terme

8. Nous devrions aussi profiter de cette reprise cyclique pour lever les obstacles structurels à la poursuite de la croissance mondiale. Nous tentons certes de les oublier en les qualifiant de problèmes *à moyen terme*, mais ils sont là, face à nous : le moyen terme est arrivé plus tôt que prévu.
9. Premièrement, il faut assainir les finances publiques à moyen terme. Un certain nombre de pays, notamment en Amérique latine, doivent ramener leur ratio dette publique/PIB à des niveaux plus tolérables. L'assainissement des finances publiques aidera les pays développés et en développement à faire face au vieillissement de leur population. On peut tirer beaucoup d'enseignements de l'expérience de pays tels que l'Australie, le Canada, le Chili et la Suède, qui ont pris les devants en réformant leur régime de retraite afin de consolider leurs finances publiques.
10. Deuxièmement, nous avons besoin de politiques énergétiques capables de rééquilibrer l'offre et la demande d'énergie. Cet équilibre peut être atteint par une réforme de la fiscalité, de nouvelles incitations aux économies d'énergie et des politiques qui encouragent l'innovation dans les énergies de substitution. Aussi louables que soient les efforts déployés par les pays producteurs de pétrole pour stabiliser le marché en augmentant la production, c'est en investissant dans l'accroissement des capacités que l'on trouvera une solution à plus long terme.
11. Un grand nombre de pays producteurs de pétrole du Proche-Orient — mais aussi en Afrique, en Amérique latine et dans la CEI — doivent conserver une partie des recettes qu'ils tirent aujourd'hui de la manne pétrolière. C'est particulièrement vrai pour les pays dont la dette publique est très élevée. De même, il est essentiel de

rendre plus transparente l'utilisation des recettes tirées des ressources naturelles. Je félicite les gouvernements qui démontrent leur engagement en faveur de la transparence en participant à l'initiative pour la transparence des industries extractives.

12. Troisièmement, les négociations du Cycle de Doha sont essentielles à la poursuite de la croissance. S'il est vrai que les accords récents contiennent des engagements apportant à réduire les subventions agricoles dans le cadre d'un règlement global, ils laissent sans réponse bon nombre des questions posées dans d'autres secteurs. Une volonté politique plus affirmée s'impose pour que tous les pays puissent continuer de tirer parti du système commercial multilatéral.
13. Notre nouveau mécanisme d'intégration commerciale peut aider les pays qui connaissent des difficultés de balance des paiements à court terme à s'adapter à un système commercial international plus ouvert. En juillet, le Bangladesh est devenu le premier pays à bénéficier de ce mécanisme.

Préserver l'efficacité du FMI

14. La mise en place du mécanisme d'intégration commerciale n'est que le dernier exemple de notre volonté de répondre aux besoins des pays membres. Comme je l'ai dit, le FMI s'est efforcé, tout au long de son histoire, d'adapter ses instruments pour rester efficace. C'est dans cet esprit que j'ai lancé un examen de notre orientation stratégique afin d'identifier les changements qui s'imposeront dans les années à venir.

Promouvoir la stabilité financière au plan mondial

15. La surveillance reste bien entendu au cœur des activités du FMI. La revue biennale de la surveillance et mon rapport sur le programme de politique générale montrent comment nous cherchons à mieux cibler cette surveillance pour aider les pays à adopter des mesures qui leur permettront de bénéficier d'une croissance économique soutenue. En outre, plusieurs initiatives en cours visent à doter la surveillance d'une capacité d'alerte rapide et à améliorer ainsi l'efficacité de cet outil dans la prévention des crises. Cependant, la surveillance du FMI manquera d'efficacité si elle se contente d'émettre des signaux d'alerte : elle doit aussi susciter une action rapide. Nous pouvons mieux faire dans ce domaine.

16. Il existe une condition préalable à l'efficacité de notre surveillance : nos analyses et nos arguments doivent être convaincants et nous devons les exprimer avec franchise. Les activités de surveillance que nous menons dans les pays dotés de politiques économiques avisées contribuent à faire connaître les bonnes pratiques de ces pays aux autres pays. À l'inverse, cependant, nous ne devons pas hésiter à attirer l'attention des décideurs de certains pays — et de la communauté internationale — sur les lacunes de leur politique économique. Nous nous réjouissons qu'une majorité écrasante de nouveaux membres se soit ralliée à la transparence : le taux de publication des rapports des services du FMI sur les pays a maintenant dépassé 75 %. En informant les marchés et le public des problèmes existants, on peut susciter une action rapide et encourager l'adoption de politiques avisées.

17. Deuxièmement, la surveillance doit reposer sur une vision claire de la situation particulière de chaque pays et une bonne connaissance des liens que l'intégration financière a tissés entre les économies. Même si un pays n'est pas lui-même menacé, sa politique économique peut avoir des conséquences sur les autres pays et la stabilité de l'ensemble du système. Il faut donc que nous renforçions encore la surveillance que nous exerçons déjà avec fermeté sur les pays importants d'un point de vue systémique, ainsi que sur les marchés des capitaux internationaux.
18. Troisièmement, nous devons poursuivre les examens de santé intensifs du secteur financier que nous réalisons à travers le programme d'évaluation du secteur financier. À ce jour, plus de 90 pays ont bénéficié de ce programme. Dans un monde exposés aux effets de contagion, l'attribution d'un certificat de bonne santé au secteur financier d'un pays est une bonne nouvelle pour ce pays, mais aussi pour ses partenaires commerciaux et financiers.
19. Néanmoins, quelle que soit la qualité de notre surveillance, les crises ne disparaîtront pas et le FMI sera sollicité pour en atténuer l'impact. Comme le prouvent nos programmes récents, nous sommes prêts à aider les pays membres confrontés à des difficultés financières temporaires. Durant la décennie écoulée, le FMI a parfois dû engager des ressources substantielles pour résoudre des crises, mais, dans la plupart des cas, ces engagements se sont révélés rentables : ils ont étayé de solides programmes de stabilisation et de réforme, et contribué à limiter ou prévenir les phénomènes de contagion. Les prêts accordés par le FMI au Mexique en 1995 ou à la Corée en 1997 et le soutien apporté ces dernières années au Brésil et à la Turquie

constituent quelques exemples récents de situations justifiant un appui de grande ampleur. Cela dit, le FMI doit aussi savoir dire «non». La perspective d'un refus du FMI d'accorder un soutien financier renforce les incitations à mettre en œuvre des politiques avisées, qui évitent au pays de faire même appel au FMI.

Contribuer à la lutte mondiale contre la pauvreté

20. La promotion de la stabilité financière via l'amélioration de la prévention et de la résolution des crises fait partie des activités du FMI. Les travaux que nous menons dans les pays à faible revenu ne sont pas moins importants. Ces dernières années, les stratégies de réduction de la pauvreté élaborées par les pays ont servi de base aux activités menées par le FMI dans ces pays. Le Bureau indépendant d'évaluation a conclu récemment que cette démarche avait des effets positifs sur l'élaboration et la mise en œuvre de la politique économique des pays à faible revenu, mais a recommandé une série de mesures pour l'améliorer.
21. L'internalisation reste la clé du succès des stratégies de réduction de la pauvreté. À mes yeux, une initiative d'inspiration locale telle que le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, est un exemple très positif. Ce programme repose sur la responsabilité des pays en développement eux-mêmes dans la mise en œuvre de politiques économiques avisées et le renforcement de la gouvernance et des institutions.
22. Le FMI peut apporter son aide dans son principal domaine de compétence, à savoir les conseils de politique macroéconomique, notamment en ce qui concerne la réforme

du secteur financier. On peut difficilement espérer une réduction durable de la pauvreté en l'absence de stabilité macroéconomique. Nous avons constaté des résultats encourageants dans les pays où cette stabilité s'est accompagnée de réformes structurelles et d'un ciblage des dépenses publiques sur les mesures les plus bénéfiques pour la population. Les performances de l'économie du Mozambique, de la Tanzanie et de l'Ouganda se sont améliorées de façon continue. La croissance s'est accélérée aussi dans d'autres pays africains qui ont accompli des progrès similaires dans la maîtrise de l'inflation et des finances publiques.

23. Lorsque les pays accomplissent de tels progrès en matière de politique économique, les nations développées devraient remplir leur part du contrat en libéralisant le commerce et en accordant de l'aide. Ces nations devraient ouvrir davantage leurs marchés aux exportations des pays en développement et éliminer les subventions qui faussent le commerce. En outre, il faut accroître l'aide non seulement pour les pays admis à bénéficier de l'initiative en faveur des PPTE mais aussi pour les autres. Dans certains pays, nous avons effectivement constaté une hausse de l'assistance étrangère, notamment dans la lutte contre l'épidémie de VIH/sida. D'autres suggestions sur l'accroissement de l'aide aux pays à faible revenu, par le biais, par exemple, d'allégements de dette plus généreux et d'une augmentation des dons, sont à la fois nécessaires et bienvenues. Le FMI est prêt à contribuer à l'élaboration de mesures susceptibles d'aider les pays à utiliser ce surcroît de ressources le plus efficacement possible. Enfin, il convient de mieux coordonner les activités des bailleurs de fonds et de prendre des engagements pluriannuels pour accroître l'efficacité de l'aide au

développement. Cependant, nous devons avant tout, et dès maintenant, relever le niveau de l'aide.

La gestion du FMI

24. Pour préserver l'efficacité du FMI, il faudra aussi modifier les méthodes de gestion de l'institution. Outre les travaux sur la direction stratégique du FMI, nous nous efforçons de faire en sorte que notre organisation soit gérée selon les normes optimales d'efficience et d'intégrité financière. Cette démarche comprend l'adoption d'un cadre budgétaire à moyen terme et l'examen de la structure financière du FMI.

Voix et participation

25. Nous devons continuer de chercher à garantir aux gouvernements de tous les pays membres la possibilité de faire entendre leur voix. Comme vous le savez, des mesures très concrètes, telles que le renforcement des moyens des bureaux des Administrateurs africains, ont déjà été prises. Il est important aussi que le Conseil d'administration maintienne une approche consensuelle dans ses prises de décision, que nous assurons à toutes les régions et à tous les pays une représentation au sein des services du FMI, et que la Direction et les services soient à l'écoute des priorités de politique économique de tous les pays membres et s'en imprègnent.

26. De nombreux pays membres souhaitent que l'on avance plus résolument dans le dossier de la voix et de la participation, afin de prendre en compte les changements

qui surviennent dans le monde. Il m'appartient, à l'occasion de mon premier discours devant vous en tant que Directeur général, de me faire l'écho de ces préoccupations et il est essentiel pour la viabilité de cette institution que nous y répondions. Cela dit, la modification des quotes-parts et des droits de vote nécessite, parmi nos membres, un consensus politique qui n'est pas encore apparent.

Conclusion

27. Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, les perspectives de l'économie mondiale sont positives, mais l'avenir n'est pas dénué de risques. Saisissons cette occasion pour nous attaquer *maintenant* aux problèmes difficiles qui, sinon, risquent de coûter cher plus tard. Le FMI est prêt à assister ses membres dans la recherche d'une croissance durable, qui les aidera à résister aux chocs futurs. Je tiens à vous remercier à nouveau pour la confiance que vous m'avez accordée et je m'engage à travailler avec vous tous pour relever les défis à venir.